

PRESSBOOK

Séminaire d'information sous le thème « Chantiers de Modernisation de la TGR : Les offres de service » Organisé par la TGR

Février 2010

Cette revue de presse thématique se veut un recueil ponctuel d'articles parus dans la presse écrite et électronique traitant des questions d'actualité liées aux missions, métiers ou domaines d'intervention de la Trésorerie Générale du Royaume.

Libération du 03/02/2010

Séminaire sur les chantiers de modernisation de la TGR.

La MAP du 04/02/2010

www.MarocBanque.net du 04/02/2010

www.biladi.ma du 05/02/2010

Les NTI, une dimension importante dans le chantier de modernisation de la Trésorerie Générale du Royaume.

Al Bayane du 06/02/2010

Modernisation de la TGR : Mise à profit des nouvelles technologies de d'information.

Le Matin du 08/02/2010

Trésorerie Générale du Royaume : Réforme de la gestion des finances publiques.

L'Opinion du 10/02/2010

Trésorerie Générale du Royaume : Réforme de la gestion des finances publiques.

La nouvelle Tribune du 11/02/2010

Trésorerie Générale du Royaume : le système GID, un véritable support de la réforme des Finances publiques.

Le Reporter du 11/02/2010

Modernisation des services de la TGR : un chantier multidimensionnel.

Finances News du 11/02/2010

TGR : la gestion de la dépense publique passes sous GID.

La vie Economique du 12 au 18/02/2010

La dépense publique de l'administration entièrement dématérialisée depuis janvier dernier.

2010/02/03 النهار المغربية

الخزينة العامة للمملكة تناقش عروض الخدمات.

2010/02/03 العلم

"أوراش التحديث : عروض الخدمات" في ندوة للخزينة للمملكة.

2010/02/08 الأحداث المغربية

الخزينة العامة تعمم منظومة التدبير المندمج للنفقات جيد على القطاعات الحكومية.

2010/02/08 رسالة الأمة

في ندوة الخزينة العامة للمملكة حول أوراش التحديث : نجاح الإصلاحات رهين بعصرنة الإدارة العمومية.

2010/02/08 المساء

الخزينة العامة تعمم منظومة تدبير النفقات على الجماعات المحلية.

ARTICLES

Libération

03.02.2010

Séminaire sur les chantiers de modernisation de la TGR

La Trésorerie Générale du Royaume (TGR) organise demain, jeudi à Rabat, un séminaire sur « Les chantiers de modernisation de la TGR : offres de services ». Selon les organisateurs, ce séminaire s'inscrit, dans le cadre de la modernisation des prestations des systèmes d'information de la TGR et répond aux attentes de ses clients et partenaires en termes de transparence, de proximité et de célérité via ses services en ligne. La rencontre vise à mettre en perspective l'étendue des chantiers de modernisation engagés par la TGR, en présentant les principales innovations en matière d'offre de services.

Les NTI , une dimension importante dans le chantier de modernisation de la Trésorerie Générale du Royaume

La mise à profit des nouvelles technologies de l'information demeure une dimension importante dans le chantier de modernisation de la Trésorerie Générale du Royaume (TGR), a affirmé, jeudi à Rabat, le Trésorier Général du Royaume, M. Said Ibrahim.

Ouvrant les travaux d'un séminaire, organisé sous le thème « chantiers de modernisation de la TGR : offres de services », M. Ibrahim a souligné que la TGR s'est engagée, de manière déterminée, dans une démarche de « qualité » tournée vers la satisfaction de ses clients et partenaires, et entend jouer un rôle à sa mesure dans la concrétisation de la stratégie globale de modernisation de l'administration publique.

Les deux objectifs fondamentaux de la vision stratégique mise en place par la TGR consistent à contribuer à l'amélioration substantielle de la gestion des finances publiques et du service rendu aux clients et partenaires, a-t-il indiqué.

Ces deux dimensions constituent, en effet, un cadre de référence aussi bien pour le projet de modernisation de la TGR, lancé depuis plus de 5 ans, que pour la mise en place de réformes interministérielles et de grande envergure, telles la réforme du contrôle de la dépense publique et la réforme du cadre comptable, a-t-il ajouté.

L'essentiel de l'action de la TGR durant les dernières années a été articulé autour d'un ambitieux projet de modernisation multidimensionnel qui agrège dans une vision intégrée l'ensemble des déterminants et des leviers d'action et garantit par sa construction même la continuité et la pérennité des résultats.

Il a également fait savoir que pour la TGR, ce séminaire s'inscrit dans le cadre d'une volonté d'ouverture sur son environnement, soulignant que pour donner un sens à toute action, il est indispensable pour la TGR d'être à l'écoute de ses clients et attentive à leurs exigences et leurs contraintes et de les informer régulièrement de son ambition et de ses projets.

Au cours de ce séminaire, les participants ont fait plusieurs interventions insistant sur les efforts déployés par les différents services de la TGR, notamment au niveau de l'amélioration de ses services et la satisfaction de sa clientèle.

La TGR s'est prêtée à mener des enquêtes de satisfaction afin d'être constamment à l'écoute des clients pour mieux les servir, connaître leur perception sur la qualité des services qui leur sont proposés ainsi que leurs attentes pour l'avenir, a-t-on souligné, ajoutant qu'une nouvelle enquête va être lancée au titre de l'année 2010 afin de mieux analyser les progrès et les évolutions en matière de satisfaction des clients et partenaires.

Les participants ont également fait une présentation sur le système de gestion intégré de la dépense (GID), qui est un système d'information budgétaire et comptable commun à l'ensemble des acteurs de la dépense publique.

Le système GID, fruit de la volonté gouvernementale visant à impulser de l'efficacité et de l'efficience dans l'action de l'administration, tend à offrir un service de la dépense dans les meilleurs conditions de fiabilité, célérité et d'efficacité, a-t-on fait savoir, soulignant que ce système se veut être un levier de modernisation de l'administration et un socle de mise en œuvre des réformes budgétaires.

Les participants ont fait une présentation du portail des télé-services en ligne qui répondent en toute sécurité aux besoins de la clientèle pour plus de proximité et de transparence, ainsi que la banque en ligne, qui est un service à distance mettant à la disposition des clients plusieurs prestations, entre autres thèmes relatifs.

Cette rencontre a constitué une occasion pour mesurer le chemin parcouru dans le sens d'une meilleure adaptation de l'offre de services de la TGR aux attentes des clients et en harmonie avec le choix stratégique de la bonne gouvernance et les transformations de fond qui impactent le paysage institutionnel national.

Modernisation de la TGR : Mise à profit des nouvelles technologies de d'information

La mise à profit des nouvelles technologies de l'information demeure une dimension importante dans le chantier de modernisation de la Trésorerie Générale du Royaume (TGR), a affirmé, jeudi à Rabat, le Trésorier Général du Royaume, M. Said Ibrahim.

Ouvrant les travaux d'un séminaire, organisé sous le thème «chantiers de modernisation de la TGR : offres de services», M. Ibrahim a souligné que la TGR s'est engagée, de manière déterminée, dans une démarche de «qualité» tournée vers la satisfaction de ses clients et partenaires, et entend jouer un rôle à sa mesure dans la concrétisation de la stratégie globale de modernisation de l'administration publique.

Les deux objectifs fondamentaux de la vision stratégique mise en place par la TGR consistent à contribuer à amélioration substantielle de la gestion des finances publiques et du service rendu aux clients et partenaires, a-t-il indiqué.

Ces deux dimensions constituent, en effet, un cadre de référence aussi bien pour le projet de modernisation de la TGR, lancé depuis plus de 5 ans, que pour la mise en place de réformes interministérielles et de grande envergure, telles la réforme du contrôle de la dépense publique et la réforme du cadre comptable, a-t-il ajouté.

L'essentiel de l'action de la TGR durant les dernières années a été articulé autour d'un ambitieux projet de modernisation multidimensionnel qui agrège dans une vision intégrée l'ensemble des déterminants et des leviers d'action et garantit par sa construction même la continuité et la pérennité des résultats. Il a également fait savoir que pour la TGR, ce séminaire s'inscrit dans le cadre d'une volonté d'ouverture sur son environnement, soulignant que pour donner un sens à toute action, il est indispensable pour la TGR d'être à l'écoute de ses clients et attentive à leurs exigences et leurs contraintes et de les informer régulièrement de son ambition et de ses projets.

Au cours de ce séminaire, les participants ont fait plusieurs interventions insistant sur les efforts déployés par les différents services de la TGR, notamment au niveau de l'amélioration de ses services et la satisfaction de sa clientèle.

La TGR s'est prêtée à mener des enquêtes de satisfaction afin d'être constamment à l'écoute des clients pour mieux les servir, connaître leur perception sur la qualité des services qui leur sont proposés ainsi que leurs attentes pour l'avenir, a-t-on souligné, ajoutant qu'une nouvelle enquête va être lancée au titre de l'année 2010 afin de mieux analyser les progrès et les évolutions en matière de satisfaction des clients et partenaires.

Les participants ont également fait une présentation sur le système de gestion intégré de la dépense (GID), qui est un système d'information budgétaire et comptable commun à l'ensemble des acteurs de la dépense publique. Le système GID, fruit de la volonté gouvernementale visant à impulser de l'efficacité et de l'efficience dans l'action de l'administration, tend à offrir un service de la dépense dans les meilleures conditions de fiabilité, célérité et d'efficacité, a-t-on fait savoir, soulignant que ce système se veut être un levier de modernisation de l'administration et un socle de mise en œuvre des réformes budgétaires.

Les participants ont fait une présentation du portail des télé-services en ligne qui répondent en toute sécurité aux besoins de la clientèle pour plus de proximité et de transparence, ainsi que la banque en ligne, qui est un service à distance mettant à la disposition des clients plusieurs prestations, entre autres thèmes relatifs.

Cette rencontre a constitué une occasion pour mesurer le chemin parcouru dans le sens d'une meilleure adaptation de l'offre de services de la TGR aux attentes des clients et en harmonie avec le choix stratégique de la bonne gouvernance et les transformations de fond qui impactent le paysage institutionnel national.

Trésorerie Générale du Royaume : Réforme de la gestion des Finances Publiques

Un séminaire d'information sur ce thème vient d'être organisé vendredi à Rabat sur les nouvelles prestations en matière de finances publiques et d'offres de service de la TGR.

La Trésorerie générale du Royaume est à l'heure de la modernisation. Un séminaire d'information sur ce thème vient d'être organisé vendredi à Rabat sur les nouvelles prestations en matière de finances publiques et d'offres de service de la TGR.

«Une mue amorcée depuis 5 ans déjà», a déclaré Saïd Ibrahim, trésorier général du Royaume, par la voix d'un de ses collaborateurs Aziz Bouazzaoui. Cette volonté affichée d'ouverture et d'optimisation des services ne saurait se concevoir sans l'évolution qu'a connue le Maroc cette dernière décennie. Ce qu'a ajouté ce dernier en précisant que « les réformes que connaissent les institutions du pays ne pourraient réellement produire leur effet sans une stratégie globale de modernisation de l'administration publique et une rationalisation de la gestion publique». Deux objectifs fondamentaux président à cette modernisation, la réforme du processus de gestion des finances publiques ainsi que l'amélioration du service clients et partenaires.

Concrètement, le projet s'articule autour de la réforme du contrôle des dépenses de l'Etat et du cadre comptable de l'Etat mise en place grâce à un système d'information budgétaire unifié et commun à l'ensemble des acteurs institutionnels de la dépense publique dit le GID (Gestion intégrée de la dépense).

Une action d'envergure nationale a été menée dans cette optique pour accompagner l'ensemble des acteurs dans la chaîne de traitement de la dépense publique.

Dans cette perspective, la TGR a mis en ligne un ensemble de services dans le cadre de la Gestion intégrée de la dépense (GID), qui permettent dans un premier temps de simplifier les circuits en back office en matière d'échanges de données et de traitement informatisé des virements. En front office, le système contribue aussi et surtout à rénover les relations entre la TGR et ses clients et partenaires sur la base d'une approche de proximité, de célérité et de transparence. Parmi ces services, les téléservices développés pour les déposants, les contribuables et les fonctionnaires tels que la banque en ligne, le e-fonctionnaires, la consultation des opérations et des ordres de paiements correspondant aux commandes publiques des ordonnateurs, le télépaiement des taxes locales, etc.

Autre changement de taille réalisé par la TGR, les services relatifs à la dématérialisation de la commande publique par le biais du Portail marocain des marchés publics (PMMP), les bases de données sur les marchés publics, etc.

« La mise à profit des nouvelles technologies de l'information demeure importante dans tout chantier de modernisation, en particulier dans l'offre de services, car ceux-ci favorisent un gain de productivité et de temps ainsi que le déploiement d'un panel de nouveaux services propres à satisfaire les clients et les partenaires de la TGR», réaffirme Aziz Bouazzaoui.

En effet, l'option des nouvelles technologies revêt des avantages certains, que ne sauraient désavouer les artisans de cette modernisation, entre autres, la réduction des coûts des transactions, la proximité avec le client, la disponibilité et la fiabilité des informations budgétaire et comptable donnée en temps réel et le renforcement de la transparence.

Cette démarche « qualité » constitue un des axes majeurs du projet de modernisation de la TGR. Deux enquêtes de satisfaction, en 2004 et en 2008, ont été menées à cet effet, auprès des clients et des partenaires afin d'évaluer le niveau des prestations offertes et les progrès réalisés par la Trésorerie. « Les résultats de cette enquête ont été plus que probants puisqu'une progression de 20 points dans l'indice global de satisfaction a été enregistrée », affiche fièrement Aziz Bouazzaoui, et une nouvelle enquête en 2010 devra être lancée qui s'inscrit dans une dynamique d'écoute, de veille et d'auto-évaluation constante des prestations de la Trésorerie. Assurément, une volonté déterminée de poursuivre et pérenniser une vision qualitative de modernisation pour faire de la TGR une administration d'avant-garde et un service public de référence.

Les effets bénéfiques du système GID

L'effort de modernisation de la TGR s'est traduit par une amélioration substantielle des délais moyens de paiement des marchés de l'Etat qui est passé de plus de 40 jours en 2007 à 7 jours en 2008 et à 5 jours en 2009.

Une délégation de crédits prend moins d'une heure. Le règlement d'une dépense, moins d'une journée. La situation des crédits est mise à jour toutes les 30 minutes. Les circuits et procédures d'exécution sont simplifiés à 70%. Les coûts et les délais de traitement des actes de la dépense sont réduits à hauteur de 80%.

Les informations relatives au rythme d'exécution de la Loi de finances sont restituées en temps réel. Les délais et la qualité de l'élaboration des comptes administratifs ont été quant à eux considérablement améliorés.

Repères

- Gestion intégrée
- Mise en place du GID (Gestion intégrée de la dépense) :
- Système d'information budgétaire unifié et commun aux administrations en matière de dépense publique
- Simplification des circuits en back office en matière d'échanges de données et de traitement informatisé des virements.
- En front office, rénovation des relations entre la TGR et ses clients et partenaires sur la base d'une approche de proximité, de célérité et de transparence.

Samira Ezzel

La Trésorerie Générale du Royaume

La Trésorerie Générale du Royaume a organisé, récemment à Rabat, un séminaire d'information sous le thème : «Chantiers de Modernisation de la TGR : les offres de service».

Cet événement s'inscrit dans le cadre de la modernisation des prestations et des services rendus par la TGR, notamment, à travers le déploiement des services en ligne qui permettent de rénover les relations entre la TGR et ses clients et partenaires : pour plus de proximité, de célérité et de transparence.

L'ensemble des services mis en ligne, sur le portail de la TGR, ont fait l'objet d'une présentation lors de ce séminaire:

- Les services offerts dans le cadre de la Gestion intégrée de la Dépense (GID);
- Les télé-services développés pour les déposants, les contribuables et les fonctionnaires Banque en ligne, E-Fonctionnaires, Télépaiement des taxes locales;
- Les services relatifs à la Dématérialisation: ile la Commande Publique. Le Portail Marocain des Marchés Publics (PMMP), les bases de données sur les marchés publics.

LA NOUVELLE TRIBUNE

11.02.2010

Trésorerie Générale du Royaume : Le système GID, un véritable support de la réforme des finances publiques

La Trésorerie Générale du Royaume (TGR), institution centrale dans la gestion des finances publiques, poursuit la modernisation de ses outils de gestion. Le système de Gestion Intégrée de la Dépense (GID), système d'information budgétaire et commun à tous les acteurs de la dépense publique est au coeur de cette modernisation.

« Les réformes que connaissent les institutions du pays ne pourraient réellement produire leurs effets sans une stratégie globale de modernisation de l'administration publique et une rationalisation de la gestion publique », a d'emblée souligné M. Saïd Ibrahim, directeur général de la TGR, dans son discours d'ouverture du séminaire organisé par l'institution sous le thème « Chantiers de modernisation: les offres de services », lu par un de ses collaborateurs, M. Aziz Bouazzaoui. Sachant que les finances publiques se trouvent au coeur de la dynamique des politiques publiques, et qu'elles interagissent avec les choix faits par les pouvoirs publics sur différents niveaux, un accent particulier a été accordé à la modernisation du processus de gestion des finances publiques dans l'optique d'améliorer son efficacité.

Et dans ce cadre, la TGR, en tant qu'institution centrale dans la gestion des finances publiques, qui évolue dans un environnement complexe avec d'importantes missions (contrôle et exécution de la dépense publique, recouvrement des créances publiques, gestion des finances locales, activité bancaire et matrice comptable/reddition des comptes) et des partenaires multiples (contribuables, entreprises publiques et privées, collectivités locales, ordonnateurs, Cours des comptes, Trésor, Bank Al-Maghrib, Direction du Budget, etc.) s'est engagée il y a de cela 5 ans sur un vaste projet de modernisation multi-dimensionnel. Le programme concocté par la TGR est un processus intégré qui allie différentes dimensions dans une combinaison savamment dosée touchant le capital humain, les métiers, l'organisation, l'infrastructure et les modes de management.

Nombreux apports

Et dans ce cadre, une attention particulière a été accordée au contrôle des dépenses publiques avec, à la clé, la mise en place du système de Gestion Intégrée de la Dépense «GID». Le GID est un système d'information budgétaire unifié et commun à l'ensemble des acteurs institutionnels de la dépenses publique (ordonnateurs et sous ordonnateurs, trésoriers, Direction du Budget). Cet outil de gestion des dépenses est conçu pour être le levier de modernisation et de la rationalisation de la gestion publique et un socle de mise en oeuvre des réformes budgétaire. Le GID vise plusieurs objectifs dont la réduction des coûts et délais de traitement des actes de la dépense, la mise à la disposition des acteurs des services de qualité de la dépense publique, l'optimisation des coûts de traitement de la commande publique et la mise à disposition en temps réel de l'information budgétaire et comptable. Développé par la Trésorerie Générale du Royaume dans une approche partenariale, les principaux apports reconnus par les principaux partenaires du GID sont la transparence et la fiabilité de l'information, la célérité dans le traitement des actes, l'efficacité et la performance, la modernisation et la valorisation des ressources humaines et les économies en coût et la mutualisation des ressources.

Il s'agit ainsi d'un outil qui permet d'accélérer la mise en place des réformes des finances publiques et qui est appelé à devenir l'unique outil de travail pour les acteurs de la dépense publique. Son déploiement a été mis en œuvre en 2009 et sa généralisation à l'ensemble des ordonnateurs et sous-ordonnateurs constitue désormais un des principaux chantiers de la TGR.

Implémenter d'autres modules

Grâce à ce système, 70 % des actes de crédits ont été dématérialisés et le système a pu intégrer cette nouvelle donne sans difficultés. Et globalement, les performances techniques du système GID sont satisfaisantes. Le nombre d'actes traités par jour atteint 3 500 en valeur normale et 5 000 en valeur maximale avec un nombre d'utilisateurs connectés (au moins une fois par jour) compris entre 1000 et 2 000.

Par ailleurs, les indices de satisfaction des partenaires sont en nette progression. Selon la dernière enquête entreprise par la TGR, la quasi-totalité des profils de clients ont apprécié l'évolution de la qualité des services assurés par l'institution. Globalement, 82 % de la population enquêtée s'est déclarée satisfaite de la qualité des services fournis. «Les résultats de cette enquête ont été plus que probants puisqu'une progression de 20 points dans l'indice global de satisfaction a été enregistrée», fait remarquer M. Aziz Bouazzaoui.

Enfin, signalons que le processus de modernisation de la TGR devrait se poursuivre. L'administration dispose aujourd'hui non seulement d'un système de gestion intégrée de la dépense mais aussi d'une fabrique évolutive et d'un savoir faire permettant d'intégrer les réformes à venir au moindre coût et dans les délais maîtrisables et d'informatiser d'autres domaines fonctionnels. L'extension permettra l'intégration d'autres modules dont : la programmation budgétaire, la gestion des appels d'offre, la gestion projet, l'interfaçage, etc. De même, il est prévu l'extension du déploiement du GID à d'autres administrations : collectivités locales, établissements publics à caractères administratifs, etc.

MD

Economie & finance

Modernisation des services de la TGR Un chantier multidimensionnel

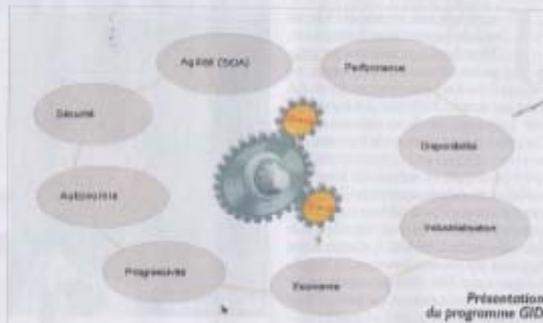
La Trésorerie générale du Royaume (TGR) œuvre depuis plusieurs années à rendre plus efficiente la gestion des dépenses publiques. Lors d'un séminaire organisé à Rabat, elle a décliné ses dernières innovations. Les détails.

Gestion intégrée des dépenses publiques et gestion de la commande publique sont les principaux chantiers de modernisation des services de la Trésorerie générale du Royaume (TGR). Dans une allocution prononcée en son nom par Azziz Bouazzaoui, directeur de l'Appel et de la gestion des ressources, Saïd Ibrahim, Trésorier général du Royaume a souligné dans une allocution d'ouverture du séminaire « Les chantiers de modernisation : les offres de service », le 4 février dernier à Rabat, que cette manifestation s'inscrit dans un esprit de proximité et d'échange. La vision stratégique qui sous-tend la modernisation des services de la TGR est l'amélioration de la gestion des finances publiques et celle des prestations fournies aux partenaires. Deux leviers sont en ce sens mis en œuvre. D'abord, la simplification du circuit back office et le développement des services en ligne (front office).

Une meilleure efficacité

Aujourd'hui, grâce au système de Gestion intégrée des dépenses (GID), un système d'information ouvert et unifié est accessible à l'ensemble des ordonnateurs et sous-ordonnateurs. Opérationnel depuis janvier 2009, le premier palier permet de gérer 1.500 ordonnateurs et sous-ordonnateurs, soit près de 180.000 marchés publics. Le second palier fonctionnel depuis juillet 2009, couvre toute la gestion des contrats publics. Depuis janvier 2010, le GID est généralisé à l'ensemble des administrations publiques (à l'exception des collectivités locales).

Au cours de 2010, il y aura de nouveaux ajournements du GID ouvert à 2.000 intervenants et 10.000 utilisateurs avec une meilleure répartition régionale. Certes, la généralisation n'est pas sans soulever des



problèmes d'adaptation en raison des « disparités entre les organisations et les pratiques. Il fallait harmoniser l'ensemble de ces pratiques. Mais grâce à des études spécifiques des solutions pratiques ont été trouvées », souligne Mohamed Saïd Alaoui, responsable de l'entité GID à la TGR.

Agile, ouvert et surtout évolutif, le GID se base sur une architecture orientée service. « C'est la première fois que pareil système est implanté au Maroc. Il a été conçu en interne avec l'appui d'experts étrangers », affirme Mohamed Saïd Alaoui.

Aujourd'hui, 70% des actes de crédit ont été dématérialisés, ce qui permet d'instaurer une transparence de l'information comptable et fiscale et de rendre plus efficiente la commande publique. Adoptant une approche pragmatique, la TGR a depuis 2005 initié le GID. En 2010, tous les départements ministériels sont couverts. Les ordonnateurs et sous-ordonnateurs ont bénéficié de 17.000 journées de formation. En 2009, pas moins de 200.000 actes ont été traités. Ce chiffre devrait être porté à

700.000 actes en 2010 avec une moyenne de 3.500 à 4.000 actes par jour.

Autre chantier de taille, le portail de la TGR s'articule autour de quatre fonctions : institutionnelle, informative, documentaire et de téléservices. C'est ainsi qu'aujourd'hui le paiement en ligne des taxes est possible en toute sécurité grâce à un identifiant et un mot de passe. Sécurisé aussi bien que le GID, le portail de la TGR se veut un outil de proximité.

Transparence et libre concurrence

Le second plus grand chantier de la TGR est, sans conteste, la gestion des marchés publics à travers le Portail marocain des marchés publics. En 2009, l'Etat a commandé pas moins de 100 Mds DH. Cette plate-forme informatique vise à instaurer plus de transparence et d'intégrité dans la gestion des marchés publics. Il cherche aussi à « renforcer la concurrence et tirer vers le bas les prix des fournisseurs et réduire l'intervention humaine », a indiqué Mohamed Amine Seghrouchni, de la direc-

tion du développement informatique. En effet, le représentant de l'Etat dispose de menus et d'un accès ergonomique qui favorise une égalité d'accès à l'information. C'est pareil pour le fournisseur. Construit autour de quatre chantiers, le portail se penche sur le volet juridique et normatif (réglementation et cadre légal de la certification électronique), sur celui de la sécurité (donner confiance en l'acte électronique et la sécurisation de l'infrastructure), sur la mise en œuvre de la solution et surtout sur la conduite du changement. Mohamed Amine Seghrouchni affirme à cet égard qu'il faut impliquer les partenaires et les sensibiliser.

Bilingue (arabe et français), le portail des marchés publics sera bientôt disponible en anglais. Son utilisation est allée crescendo depuis son lancement. Le nombre d'appels d'offres est passé de 14.493 en 2008 à 22.820 en 2009. Le nombre de visiteurs est passé de 25.000 en 2008 à 60.000 en 2009.

Des délais plus courts

Aujourd'hui, la TGR travaille sur la création d'une base de données des marchés publics dynamique qui fournit aux visiteurs de l'information décisionnelle. Opérationnelle depuis mars 2009, cette base offre des combinaisons illimitées (deux millions actuellement) entre différents filtres qui permettent d'alerter le sou-

missionnaire intéressé par tel ou tel marché.

Depuis le 3ème trimestre 2009, le portail permet d'offrir une information en temps réel concernant la dépense.

Un second et un troisième palier du portail seront prochainement mis en œuvre. Le premier débute en avril 2010 avec expérimentation sur des sites pilotes et le second sera mis en œuvre en juin 2010 et déployé graduellement en juillet 2010.

Dévoient, les soumissionnaires pourront confectionner leurs offres et les envoyer via cette plate-forme avec un horodatage, une traçabilité et une confidentialité assurés. Seule la commission d'ouverture des plis disposera du code permettant de déchiffrer l'offre du soumissionnaire.

Pour rationaliser davantage la dépense publique, la TGR travaille actuellement, dans le cadre du troisième palier, à créer une sorte de centre d'achat public. Les administrations intéressées par la même prestation (ex : achat de PC) pourront effectuer des achats groupés.

Lentement, mais sûrement, la TGR est en train d'assurer une transition vers une dématérialisation des offres des soumissionnaires et de la dépense publique. Les gains sont nombreux ainsi bien en termes de temps que d'argent. ■

ADA

Mohamed Saïd Alaoui,
Directeur de l'entité GID

« Un acte papier coûte 100 fois plus cher qu'un acte dématérialisé »

L'intention de dématérialiser la gestion des commandes publiques est louable. Seulement, certains centres de résistance essaient de recourir à certains subterfuges pour favoriser un soumissionnaire au détriment d'autres...



La publication sur le portail national des marchés publics, mis en ligne en juillet 2007, est obligatoire. Ces pratiques sont révolues, bannies. Un appel d'offres qui n'est pas publié sur le portail n'est pas visé par la TGR. Ce portail a permis une économie importante pour les fournisseurs qui n'ont plus à se déplacer pour chercher les cahiers de charges.

La GID va permettre sûrement des économies d'échelle. Quelles ont été les conclusions de l'étude préliminaire qui a précédé le lancement du GID ?

Les économies vont être très importantes. Un acte papier coûte 100 fois plus cher qu'un acte dématérialisé, il y a trois ou quatre ans, la délégation de crédits prenait entre 3 et 4 mois entre les différents organes de contrôle. Avec le GID, cette délégation se fait pratiquement en quelques heures. Et dans 4 ou 5 mois, cette délégation se fera en quelques secondes. Vous imaginez le gain énorme. Les ressources humaines avec l'automatisation pourront être déployées à d'autres tâches. La mutualisation, grâce à cette plate-forme, permettra aux administrations de ne pas investir dans leur propre système d'information. C'est un ensemble d'économies que nous réalisons. Les administrations se connectent simplement et traitent l'ensemble de leurs actes. Les délais de paiement des fournisseurs : nous pourrions payer si ce n'est dans quelques jours, dans quelques heures. Les 90 jours de rigueur ne seront plus et cela va se répercuter sur les prix de la réalisation des projets de l'Etat. Le GID est accompagné d'un travail de sensibilisation et d'appropriation pour faire évoluer les mentalités vers une culture de transparence, d'efficacité et de résultat. Le système n'est pas encore déployé au niveau des collectivités locales. Une expérience pilote sera lancée au courant de 2010. ■

Abdallah Rachidi Alaoui,
Country général Manager d'IBM Maroc

« Pour nous, c'est un accompagnement historique »



« IBM Maroc a accompagné, en tant que partenaire technologique, la TGR depuis 2002-2003. A l'époque, la réflexion tournait autour de la modernisation de la TGR. Notre accompagnement s'est fait au niveau de la fourniture des infrastructures, des technologies de développement et des compétences pour le développement de ce portail. C'est un accompagnement end to end qui s'est fait sur plusieurs années. Il a permis à ce portail d'être complet, opérationnel, sécurisé, performant et évolutif. Il est souple et ouvert en respectant

les normes les plus rigoureuses au niveau mondial.

On a été associé au projet GID en fournissant les technologies et en accompagnant la TGR au niveau de la sécurisation de la plate-forme. Nous avons apporté notre savoir-faire pour concevoir des systèmes qui permettent la mise en œuvre de ce type de solutions. Pour nous, c'est un accompagnement historique qui s'inscrit dans notre rôle en tant qu'entreprise citoyenne et en tant que citoyens marocains pour accompagner la TGR dans son développement et sa transformation. ■

Finances News Hebdo

11.02.2010

Trésorerie générale : La gestion de la dépense publique passe sous GID

* La TGR vient d'annoncer la généralisation de son nouveau système d'information, «GID».

* Il permettra d'optimiser la gestion de la dépense publique et améliorera la qualité des services offerts aux différents acteurs.

L'heure est à la modernisation au sein de la Trésorerie Générale du Royaume qui vient de généraliser son système de Gestion Intégrée de la Dépense (GID). «Il s'agit d'un système d'information budgétaire unifié et commun à l'ensemble des acteurs institutionnels de la dépense publique, à savoir les ordonnateurs, les sous-ordonnateurs, les trésoriers ainsi que la Direction des budgets», explique-t-on au sein de la TGR. La conception de ce système vient, ainsi, en réponse à la volonté de l'administration publique de disposer d'un outil se devant d'être un levier de modernisation et de rationalisation de la gestion publique ainsi qu'un socle de mise en œuvre des réformes budgétaires. Concrètement, les apports du GID peuvent être résumés en la réduction des coûts et délais de traitement des actes de la dépense, l'amélioration de la qualité du service offert aux acteurs de la dépense publique et la mise à disposition de l'information budgétaire en temps réel.

Il est à signaler par ailleurs que ce système a été développé de manière incrémentale par paliers successifs avec une agilité intrinsèque qui a permis la prise en charge de toute demande d'évolution ou d'amélioration des services offerts. Son périmètre fonctionnel offre donc des services à forte valeur ajoutée pour l'ensemble des intervenants dans le circuit de la dépense publique. Ainsi, le premier palier GID, mis en ligne depuis le 1er janvier 2009, représente le cœur du métier de la gestion de la dépense, répondant aux attentes les plus importantes et les plus urgentes des acteurs, puisqu'il couvre l'ensemble du domaine de la gestion des crédits et du suivi de l'exécution comptable de la dépense. Ce palier permet de gérer les crédits accordés par la Loi de Finances jusqu'à l'élaboration de la loi de règlement, et de suivre l'exécution comptable de la dépense depuis l'engagement jusqu'au règlement. Une première action pilote a ainsi concerné quatre départements ministériels qui ont entamé l'utilisation du système en janvier 2009. Il s'agit des ministères de la Santé, de l'Agriculture, des Transports ainsi que du Haut Commissariat aux Eaux et Forêts. Depuis le mois de mars dernier, une deuxième vague de déploiement a concerné le ministère du Développement social, puis le ministère de la Jeunesse et des Sports ainsi que le Haut Commissariat au Plan.

Le deuxième palier GID, disponible depuis le mois d'octobre 2009, constitue une brique fonctionnelle complémentaire offrant des services de gestion approfondie de la dépense, dont notamment la gestion des marchés et bons de commande. Ce deuxième palier a pour thème principal le calcul de la liquidation et offre les services suivants : calcul du décompte, calcul des précomptes (retenues de garanties, retenues à la source, cautionnement...), calcul de la révision des prix, calcul des pénalités et calcul des intérêts moratoires.

Y. A. T.

La dépense publique de l'administration entièrement dématérialisée depuis janvier dernier

13 000 marchés publics passés chaque année, 10 000 fonctionnaires étaient mobilisés auparavant. 700 000 opérations par informatique seront traitées cette année contre 207 000 en 2009.

La tâche n'est pas facile, mais la Trésorerie générale du Royaume (TGR) n'est pas découragée pour autant. Son programme de modernisation du système de gestion intégrée de la dépense (GID) va bon train. Lancé au début de l'année dernière, le système mis en place pour faciliter le traitement via le Net de la dépense publique a atteint sa vitesse de croisière en janvier dernier.

A l'issue de la phase pilote dans laquelle neuf départements ministériels ont été engagés, l'expérience se généralise à l'ensemble des ministères. Désormais, toutes les administrations publiques sont appelées à traiter les opérations relatives à la dépense (marchés publics, virements...) par le biais de ce système. Fini donc la procédure classique basée sur la paperasse.

La dématérialisation de la dépense publique vise en fait à simplifier les procédures, à gagner du temps et à réduire le coût de la dépense par la réduction des coûts des transactions (téléchargement des documents, coût de prospection des opportunités d'affaires, frais de publicité, délais d'envoi des dossiers...). Le système offre également la possibilité de faire des économies au niveau des ressources humaines. Car les 13 000 marchés publics passés, en moyenne, chaque année sont traités par 10 000 fonctionnaires. C'est donc un bon nombre de cadres qui seront affectés à d'autres responsabilités.

Acteur-clé de la stratégie de la modernisation de l'administration publique, la TGR cherche à mettre en place un «outil de transparence en garantissant l'égalité d'accès à la commande publique, l'amélioration de la capacité de gestion des acheteurs publics et la prévention contre les pratiques illicites en réduisant l'intervention humaine dans le processus de l'achat public», explique Mohamed Saad Alaoui, directeur de l'entité en charge du projet à la TGR.

En 2009, plus de 207 000 actes ont été effectués via le nouveau système. En 2010, ils seront 700 000, selon les prévisions de la TGR. Autant dire que cette institution aura du pain sur la planche puisqu'en juin prochain l'expérience sera étendue même aux collectivités locales. Une convention sera signée prochainement entre leur ministère de tutelle (Intérieur) et celui des Finances pour intégrer les communes, conseils provinciaux et régions à ce nouveau système.

Une ouverture sur l'IGF et la Cour des comptes

Mais l'enjeu va également plus loin. La TGR compte élargir le champ d'intervention de la GID. Elle veut, en fait, y regrouper tout le circuit de l'acte de la dépense publique, de la programmation budgétaire et la mise en place des crédits budgétaires jusqu'au paiement et recouvrement en passant par l'ordonnancement. Le processus inclut aussi la gestion des appels d'offres et des projets. Mieux, l'idée finale est d'y intégrer l'opération de contrôle, a posteriori. Pour cela, elle prévoit de s'ouvrir sur les principaux organismes de contrôle, à savoir la Cour des comptes et l'inspection générale des finances (IGF).

Mais ce ne sera pas une tâche aisée car l'Inspection et l'audit exigent des traces physiques. Comme le souligne un magistrat de la Cour des comptes joint au téléphone par La Vie éco : «rien ne peut se substituer au support écrit, en tout cas pas avant que toutes les conditions d'application du dispositif sur la signature électronique ne soient réunies».

D'ailleurs, des contraintes ont surgi avant même d'arriver à l'étape du contrôle. Comme le reconnaît un responsable de la TGR, il existe des «disparités importantes dans l'utilisation des TIC par les différents acteurs et il y a par exemple des ministères qui maîtrisent l'outil informatique alors que d'autres ont un retard considérable dans ce domaine». C'est dire que si le passage à une dématérialisation complète de la dépense publique est réalisé, la suite reste encore difficile.

Internet : 22820 appels d'offres sur www.marchespublics.ma

Passage obligé pour toutes les administrations publiques et collectivités locales (environ 3 450 entités), le portail des marchés publics (www.marchespublics.ma) constitue l'un des outils fondamentaux de la GID. Mis en œuvre depuis janvier 2007, le site a publié 22 820 appels d'offres en 2009 contre 14 493 en 2008.

L'Etat a eu recours le plus à ce portail pour la publication de ses appels d'offres : 14 833 en 2009 contre 9 091 un an auparavant. Le portail de la TGR a passé, au cours de la même année, quelque 6 957 appels d'offres émanant des collectivités locales contre 5 309 en 2008.

Fait notable : les entreprises et établissements publics sont encore peu présents sur le portail des marchés publics puisqu'ils n'y ont publié, en 2009, que 1030 appels d'offres contre 93 l'année précédente.

الخزينة العامة تناقش عروض الخدمات

تنظم الخزينة العامة للمملكة، يوم الخميس المقبل بالرباط ندوة في موضوع "أوراش التحديث: عروض الخدمات".

ونكر بلاغ للخزينة، أول أمس، أن هذه الندوة تندرج في إطار تحديث الأنظمة المعلوماتية للخزينة العامة للمملكة، وتأتي تلبية لانتظارات زبائنها وشركائها في ما يخص الشفافية والقرب وسرعة الخدمات الإلكترونية. كما تهدف إلى بحث ومناقشة المنظور الشامل لمشاريع التحديث التي انخرطت فيها الخزينة العامة للمملكة من خلال تقديم أهم المستجدات لعروض الخدمات.

وأوضح المصدر ذاته أن التطوير المندمج للبوابات الإلكترونية للخزينة العامة للمملكة، الذي يقوم على مجموعة من واسعة من المعطيات والمعلومات، يتيح الوقوف عند أهمية وجاهزية البرامج المدرجة في سياق خدمات (التدبير المندمج للنفقات، والخدمات عن بعد (بنك الخزينة العامة عبر الأنترنت، المصلحة الإلكترونية للموظفين، أداء الضرائب المحلية عبر الأنترنت)، البوابة المغربية للصفقات العمومية، الطلب العمومي عبر الأنترنت).

كما يشكل انعقاد هذه الندوة مناسبة سانحة لزيءاء وشركاء الخزينة العامة للمملكة للوقوف عند المنجزات التي تم تحقيقها في سياق محاولة التأقلم مع عروض الخدمات الجديدة، مع الحرص على الاستجابة لانتظارات الزبءاء والشركاء، وذلك في تناغم تام مع خيار الحكامة الجيدة، كل ذلك من أجل التجاوب مع التحولات العميقة التي يعيشها المشهد المؤسسي الوطني.

«أوراش التحديث: عروض الخدمات» في ندوة للخزينة العامة للمملكة

• تنظم الخزينة العامة للمملكة ندوة حول موضوع « أوراش التحديث: عروض الخدمات» يوم الخميس 4 فبراير 2010 في الساعة الثانية والنصف بعد الزوال، بمقر الخزينة العامة للمملكة الكائن بشارع النخيل، حي الرياض، الرباط. وذكر بلاغ للخزينة العامة للمملكة أن هذه الندوة تندرج في إطار تحديث الأنظمة المعلوماتية للخزينة العامة، وتلبية لانتظارات زبائنها وشركائها، فيما يخص الشفافية والقرب وسرعة الخدمات الإلكترونية. وأوضح البلاغ أن أشغال الندوة تنكب على مناقشة المنظور الشامل لمشاريع التحديث التي انخرطت فيها الخزينة العامة للمملكة، من خلال تقديم أهم المستجدات لعروض الخدمات. ويبرز البلاغ أن التطوير المتكامل للبوابات الإلكترونية للخزينة العامة للمملكة، الذي يقوم على مجموعة واسعة من المعطيات والمعلومات، يمكن من الوقوف عند أهمية وراهنية البرامج المدرجة في سياق الخدمات التي تشمل التدبير المتكامل للنفقات (GID)، والخدمات عن بعد (بنك الخزينة العامة عبر الإنترنت، المصلحة الإلكترونية للموظفين، أداء الضرائب المحلية عبر الإنترنت...)، والبوابة المغربية للصفقات العمومية، والطلب العمومي عبر الإنترنت .. ويشير البلاغ إلى أن انعقاد هذه الندوة بشكل مناسب سانهة لزبناء وشركاء الخزينة العامة للمملكة، من أجل الوقوف عند المنجزات التي تم تحقيقها في سياق محاولة التأقلم مع عروض الخدمات الجديدة، مع الحرص على الاستجابة لانتظارات الزبناء والشركاء، وذلك في تناغم تام مع خيار الحكامة الجيدة لأجل التجاوب مع التحولات العميقة التي يعيشها المشهد المؤسسي الوطني.

الخرزينة العامة تعمم منظومة التدبير المندمج للنفقات جيد على القطاعات الحكومية

خاطب أحد الخرزينة العامة المملكة الحاضرين في قاعة الندوات بمقر الخرزينة العامة بالرباط أن بإمكانهم أداء ما عليهم من ضرائب عبر ملامسة لوحة مفاتيح الحاسوب دون الحاجة إلى الوقوف في طابور أمام أكشاك المحصلين.

لم يكن هذا الإطار الذي كان يتحدث في مداخلة له أثناء انعقاد ندوة أوراق التحديث، وعروض الخدمات التي نظمت مؤخرا بمقر الخرزينة بالرباط يضرب أحساس في أسداس، فقد كان يعرف الحضور بنسق كامل من الأنظمة المعلوماتية المعقدة التي تسعى الخرزينة إلى تعميم العمل بها في القطاعات الحكومية إضافة إلى عدد من الخدمات الرقمية الأخرى الموجهة نحو العموم وتعتمد منظومة التدبير المندمج للنفقات المعروفة اختصارا بـ جيد على نظام معلوماتي يمكن الأمرين بالصرف في كل المؤسسات العمومية ومن ينوب عنهم من استعمال نظام معلوماتي يعطي إمكانية براقية... تدبير الموارد العامة إضافة إلى أنه يقلل من تكاليف وأجال معالجة عقود النفقات العمومية ويسهل العمليات المحاسبائية لهذه النفقات.

الخطوات الأولى من اعتماد منظومة تدبير القروض وتتبع النفقات العمومية وتطمح إدارة الخرزينة العامة في مرحلة ثانية من اعتماد هذا النظام في... الدقيق للصفقات العمومية وطلبات النفقات والعقود التي تيرمها مصالح الدولة.

وانخرطت في العمل بنظام جيد في بداية العمل به في يناير 2009 كل من وزارة الصحة والفلاحة والصيد البحري إضافة إلى وزارة التجهيز والنقل والمندوبية السامية للمياه والغابة الموجهة الثانية من اعتماد النظام كانت من قبل وزارة التنمية الاجتماعية ووزارة الشباب والرياضة ووزارة تحديث القطاعات العامة.

وتجاوزت باكات الخدمات التي طورتها الخرزينة العامة لفائدة عموم المواطنين بحسب أطر الخرزينة الخدمات البنكية التي تمكن الأفراد من خدمات بنكية متعددة كطلب دفاتر الشيكات والإطلاع على العمليات التي أجروها على حساباتهم البنكية وغيرها من الخدمات البنكية الأخرى إلى أداء ما بذمتهم من ضرائب عبر الدخول إلى بوابة الخرزينة العامة والولوج إلى خانة الخدمات.

في ندوة إخبارية العامة للمملكة حول أوراق التحديث نجاح الإصلاحات رهين بعصرنة الإدارة العمومية

آمال الطالبي

في إطار مساهمتها في الاستراتيجية الوطنية لعصرنة الإدارة العمومية، أعلنت الخزينة العامة للمملكة مساء أول أمس الخميس عن رؤيتها الاستراتيجية للانخراط في مسلسل إعادة هيكلة القطاعات العمومية والمبنية على محورين أساسيين، أولهما المساهمة في تطوير تدبير المالية العمومية، وثانيهما تطوير الخدمات المقدمة للزبائن والشركاء.

وأكد سعيد إبراهيمي الخازن العام للملكة، في كلمته الافتتاحية لأشغال الندوة التي نظمتها الخزينة العامة للمملكة بمقرها بالرباط حول موضوع «أوراق التحديث : عروض الخدمات» التي أقيمت نيابة عنه، أن مبادرة الخزينة العامة للمملكة، وللوقوف عند أهم المنجزات التي تم تحقيقها في سياق التناغم مع عروض الخدمات الجديدة، ومدى حرص الخزينة العامة على الاستجابة لانتظارات زبائنها وشركائها، تأتي في إطار مسلسل العصرنة والتحديث الذي انطلقت فيه الخزينة العامة منذ أربع سنوات

من الآن للاستجابة لطموحات زبائنهم وإعلامهم بشكل مستمر بجميع التطورات ومستجدات مشاريعها. وأضاف الخازن العام للمملكة، أن سياسة القرب والتبادل التي بلورتها الخزينة العامة طوال السنوات القليلة الماضية مع شركائها أقرزت نوعا من الثقة المتبادلة ستمكن الجميع من التقدم سويا. مشيرا إلى أن إعادة الهيكلة والإصلاحات التي شهدتها عدد من القطاعات الحكومية خلال الفترات الأخيرة لا يمكن أن تعطي أكلها سوى في حال وجود إدارة عمومية عصرية وقادرة على رفع التحديات الجديدة، متطوقا إلى مشروع عصرنة الإدارة العمومية متعدد المستويات الذي انطلق منذ سنوات وشمل عملية إعادة هيكلة النفقات العمومية وإعادة النظر في الحسابات الوطنية وكذا وضع نظام للتدبير المندمج للنفقات، بكونه أدى إلى دينامية انخرطت في مبادرات الخزينة العامة وانعكست على مجموع علاقات شركاء الخزينة العامة.

في السياق ذاته، أكد باقي المتدخلين في الندوة على أهمية الحكامة الجيدة في التجاوب

مع التحولات العميقة التي يعيشها المشهد السياسي الوطني، حيث أبرزوا تجليات مسلسل تحديث الخدمات والأنظمة المعلوماتية بالخزينة العامة، مع إبراز أهمية الأداء عبر الأنترنيت ككفائية تصب في سياق عصرنة الإدارة العمومية.

كما اعتبر المتدخلون أن المواقع الإلكترونية الحديثة من طرف الخزينة العامة للمملكة، وسيلة مؤمنة، حيث تم تقديم عرض حول أحد المواقع الإلكترونية الخاصة بإجراء طلبات العروض المتعلقة بالصناعات العمومية عبر الأنترنيت، مؤكداً على القيمة المضافة لهذه الوسيلة الحديثة المتجلية بالأساس في ربح الوقت وفي عصرنة الإدارة العمومية، مبرزين كذلك أن هذه الطرق للتعامل الإداري وخاصة منها نظام التدبير المندمج للنفقات، قد تم تعميمه على جميع الإدارات العمومية خلال مستهل العام الجاري 2010. فيما كان يقتصر تطبيقه خلال العام السابق على عدد محدود من الوزارات منها الصحة والصيد البحري والتجهيز والنقل والمياه والغابات ...

الخزينة العامة تعمم منظومة تدبير النفقات على الجماعات المحلية

تستعد الخزينة العامة للمملكة لتعميم المنظومة المندمجة لتدبير نفقات الدولة على غينة من الجماعات المحلية مع حلول شهر يونيو المقبل، وذلك في إطار إصلاح تدبير المالية العمومية وقد عرفت بداية السنة الجارية تعميم المنظومة على جميع المصالح الحكومية مركزيا ومحليا لتشمل 2000 متدخلا من الإدارة و 100 ألف مستعمل للمنظمة المعلوماتية.

وأوضح مدير برنامج المنظومة محمد سعد العلوي في تصريح ل المساء بمناسبة يوم الجمعة الماضية حول أورش العصرنة أن التعميم على الجماعات المحلية سيتم بطريقة تدريجية بالبدء بالجماعات القريبة من الرباط مع مراعاة خصوصية الجماعات المحلية من حيث إقرار لميزانيتها في الحساب الإداري في دوراتها. وأضاف أن انضمام هذه الجماعات للمنظومة التي تتيح التحكم في كل النفقات المنجزة لا يتطلب استثمرا كبيرا عاليا وبشريا إذ يكفي فقط توفر الجماعة على حاسوب وجهاز موديم للارتباط بالشبكة الداخلية للمنظومة.

وحسب العلوي فإن التعميم سيطلق أيضا كافة المؤسسات العمومية ذات الطبيعة الإدارية، وفي مرحلة لاحقة سيتمكن أيضا مردودو الدولة من الشركات من ولوج المنظومة لمعرفة مصير الصفقات التي تجمعهم بالدولة والطلبات والأداء وغيرها من العمليات.

وتعد المنظومة المدمجة أكبر شبكة لتدبير النفقات على الصعيد الوطني وقد واجهت ومازالت تواجه العديد من الصعوبات من ناحية تأقلم الأنظمة المعلوماتية المتبعة في الإدارات المستعملة مع هذا النظام المشترك بين جميعا لأمرين بالصرف والمحاسبين ومراقبي الحسابات وغيرهم وهي منظومة تمكن حسب المسؤول السابق من عقلنة تدبير النفقات وتقليل أجال وكلفة عملية الأمر بالصرف وهو النظام قابل للتطوير والتحسين والأقلمة بشكل مستمر.

ومنذ انطلاق المنظومة في يناير 2008 إلى الآن والفريق المشرف على المشروع في الخزينة العامة يوسع نطاق استعماله بطريقة تدريجية وفي دجنبر الماضي بلغ عدد القطاعات الوزارية التي تستعمل المنظومة بصفة دائمة 9 وزارات. وحسب مدير البرنامج فإن المنظومة تسجل ما بين 2500 و 5000 عملية يوميا، ويلج إليها بين ألف والتي مستعمل كل يوم وتصل مدة الرد على الطلب 5 ثوان.

وتمت الإشارة خلال اللقاء إلى أن الخزينة العامة تدبر ما يقارب إلى 14 ألف صفقة عمومية سنويا، وإن الهدف من عمل هذه المؤسسة التابعة لوزارة الاقتصاد والمالية هو تقديم خدمات ذات جودة وتحسين تدبير المالية العمومية، وتقديم المعلومة حول وضعية المالية العمومية لأصحاب القرار والأميرين بصرف المال العام وباقي الأطراف المتدخلة في المصالح الحكومية.

ويتوقع أن تكلف الخزينة العامة خلال العام الجاري مكتب دراسات لإنجاز دراسة حول درجة رضا مستعملي خدمات الخزينة، سواء فيما يخص تدبير النفقات العمومية أو الصفقات العمومية، وقد كشفت الدراسة التي أجريت لسنة 2008 أن 62 في المائة من المستعملين راضون عن مستوى الخدمات، فيما 19 في المائة غير راضين.